République Française

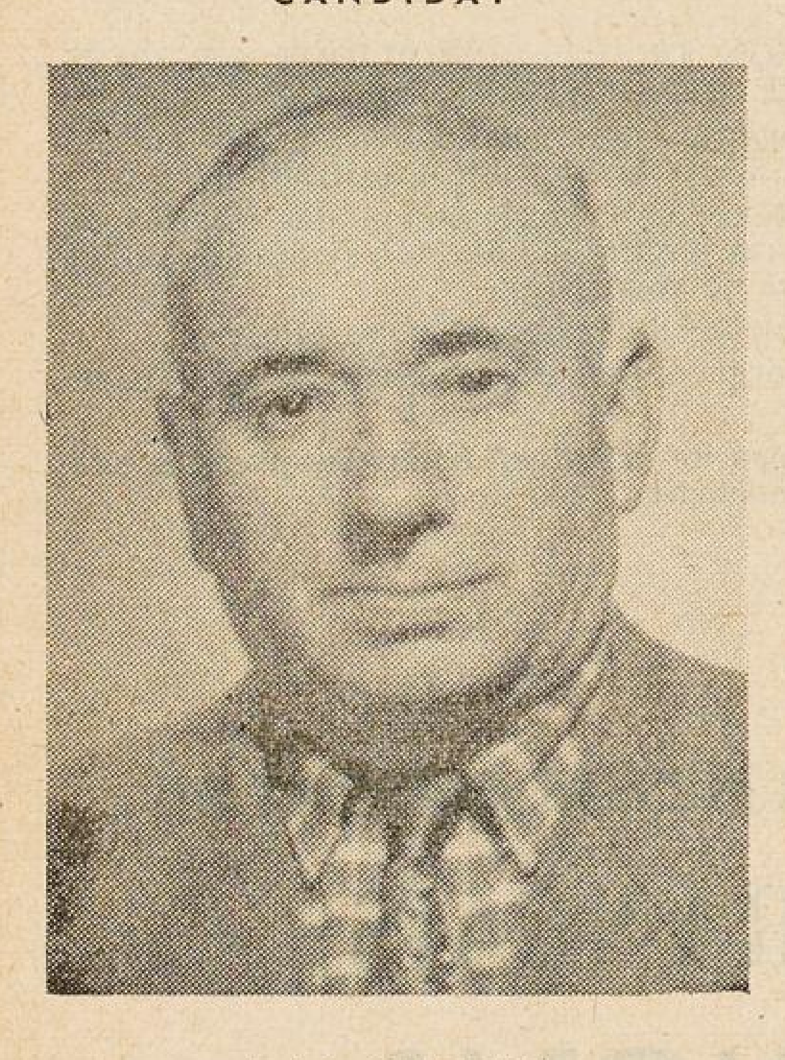
Département de Seine-et-Marne

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

CIRCONSCRIPTION DE LAGNY

(Cantons de Claye-Souilly, Lagny et Dammartin-en-Goële)

Laurent CASANOVA
Député sortant
Ancien Ministre des Anciens Combattants
et Victimes de la guerre
Membre du Bureau Politique
du Parti Communiste Français
Officier des Forces Françaises
de l'Intérieur
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de guerre avec palmes
CANDIDAT



André CARREZ
Ouvrier du bâtiment
Maire de Mitry-Mory
Conseiller Général du Canton
de Claye-Souilly
Ancien déporté politique à Buchenwald
Remplaçant éventuel

Electeurs, Electrices de Seine-et-Marne,

Dès la Libération de la France et sans interruption depuis, nous avons, André GAUTIER et moi-même, siégé comme représentant de la classe ouvrière à l'Assemblée Nationale. Nous pensons avoir rempli loyalement et de façon désintéressée les devoirs de notre charge. Nous le disons parce que vous allez avoir à nous juger le 23 Novembre prochain.

Ces élections législatives se feront dans un moment difficile pour notre pays qui vit des heures graves depuis le coup de force et la rebellion militaire du 13 Mai dernier.

Aucun des grands problèmes qui concernent directement le peuple n'est encore résolu, tant s'en faut.

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace. Réduction d'horaires et chômage frappent déjà les travailleurs. Pour remédier aux maux angoissants du chômage, rien n'a été fait depuis six mois, malgré les pouvoirs étendus du gouvernement De Gaulle ; par contre les salaires sont bloqués.

En Algérie la guerre dure.

C'est de celà qu'il faut vous occuper, à propos justement des élections qui sont tout autre chose qu'un plébiscite personnel.

La ligne de séparation ne passe pas entre ceux qui ont dit OUI et ceux qui ont dit NON le 28 Septembre dernier. Elle passe, comme toujours, entre les exploiteurs du travail des autres et les ouvriers, entre les réactionnaires et les démocrates, entre les républicains et les fascistes.

Il vous faudra donc choisir entre des programmes, des partis et leurs candidats.

*
* *

Vous pourrez observer, qu'en dépit des changements de ministères, la politique gouvernementale fut immuable depuis 1947, date de l'éviction des ministres communistes, jusqu'au coup de force du 13 Mai. Inaugurée par la réaction, cette politique de faillite a été appuyée, tour à tour, par chacun des partis et leurs hommes aujourd'hui ralliés à de Gaulle.

Voter pour leurs représentants, c'est-à-dire dans votre circonscription pour **Guy CHAVANNES, L'HELGUEN, BLANSTIER...** C'est voter pour cette politique.

La réaction sociale, tout entière rangée derrière de Gaulle, croit son heure arrivée. De fait, le danger est grand de la voir dominer la prochaine Assemblée Nationale à cause du scrutin, injuste et immoral, imposé au pays.

Le Parti socialiste de Guy MOLLET et LACOSTE porte une lourde responsabilité dans la situation présente. Après avoir divisé les républicains et la classe ouvrière, par anticommunisme, il a capitulé devant les colonialistes et fait alliance avec la réaction. Maintenant il prétend faire barrage à l'avance réactionnaire. C'est une ruse destinée à désarmer les travailleurs et les démocrates.

Vôter pour le candidat de Guy MOLLET, c'est-à-dire dans votre circonscription pour **PEPIN** c'est tomber dans un piège grossier.

Le Parti Communiste, quant à lui, ne porte aucune responsabilité dans une politique qu'il n'a cessé de combattre.

Il a toujours défendu la cause de l'unité ouvrière et républicaine. Toutes les grandes conquêtes sociales du Front Populaire et de la Libération ont été imposées grâce au concours loyal du Parti Communiste. Par contre, tous les malheurs ont coïncidé en France avec la recrudescence de l'anticommunisme.

A l'heure présente, la seule opposition efficace qui comptera vraiment dans le pays et à l'Assemblée Nationale, c'est l'opposition communiste s'appuyant sur l'action des masses populaires elles-mêmes.

Voter pour le candidat communiste est la première forme de la défense ouvrière et républicaine.

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que la solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme.

Cependant, il est possible dès maintenant de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation

Depuis dix ans la production par ouvrier a augmenté de 40 % apportant d'énormes profits au grand patronat. Le grand capital peut donc payer les frais qu'engendre le chômage et que nécessitera la relance économique. Il ne serait pas pour autant mis sur la paille.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ont ruiné le budget de la France et empêché tout progrès ; tant il est vrai que la misère et la guerre vont toujours ensemble.

La guerre en Algérie pourrait finir par la négociation et nous sommes convaincus que cette négociation pourrait être entreprise immédiatement.

Mais exiger la capitulation de l'adversaire c'est s'enfermer dans une attitude qui prolonge inutilement la guerre. Pour la France, la question n'est pas, de remporter la victoire par l'écrasement du peuple algérien, mais d'établir une véritable coopération dans l'intérêt des deux peuples. Afin d'éviter ce qui s'est passé en Indochine il faut négocier alors qu'il en est temps encore.

∴

Certes la Constitution adoptée le 28 Septembre a beaucoup diminué le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain, le Parti Communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant.

Mais pour réaliser ce programme il faut que les travailleurs et les républicains s'unissent. La grande œuvre de restauration de la République demeure l'objectif essentiel de tous les démocrates.

Elle ne peut pas être l'affaire d'un seul Parti, d'une seule tendance de la démocratie.

Les Communistes l'admettent et les autres démocrates de leur côté doivent le comprendre ; il faut donc ensemble vaincre les préjugés anticommunistes et écarter les diviseurs.

A ce prix la réaction sera battue, la menace fascite sera finalement conjurée et la République renaîtra meilleure et plus forte.

Laurent CASANOVA
Député sortant

PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles. Parité des salaires et des droits sociaux des ouvriers agricoles avec ceux de l'industrie.

PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour la victoire de la République,

Pour l'avenir de la France ;

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LE CANDIDAT DU

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS:

Laurent CASANOVA

VU : LE CANDIDAT

MELUN - IMP. TSCHUMI-TAUPIN